

ÉBAUCHE / DRAFT

SÉANCE ORDINAIRE
REGULAR MEETING

14 juin 2022
June 14, 2022



ITEM 1

ÉBAUCHE / DRAFT

Ouverture de la séance
Opening of the meeting

ITEM 2

ÉBAUCHE / DRAFT

Parole au public et questions
Floor open to public and questions

ÉBAUCHE / DRAFT

ITEM 3

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ PAR le maire Roger Larose et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU d'adopter l'ordre du jour tel que préparé et lu.

ADOPTION OF THE AGENDA

IT IS MOVED BY the Mayor Roger Larose and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED to adopt the agenda as prepared and read.

ITEM 4

ÉBAUCHE / DRAFT

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DU 3 ET DU 10 MAI 2022

IL EST PROPOSÉ PAR le maire Roger Larose et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU d'adopter les procès-verbaux des séances du 3 et du 10 mai 2022.

ADOPTION OF THE MINUTES OF THE MEETINGS OF MAY 3 AND 10, 2022

IT IS MOVED BY the Mayor Roger Larose and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED to adopt the minutes of the meetings of May 3 and 10, 2022.

ÉBAUCHE / DRAFT

ITEM 5

Administration

ITEM 5.1

ÉBAUCHE / DRAFT

LISTE DES ENGAGEMENTS DE DÉPENSE POUR LE MOIS DE JUIN

IL EST PROPOSÉ PAR le maire Roger Larose et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU d'engager les dépenses, pour un montant total de 55 605,99\$, taxes incluses.

LIST OF INCURRED EXPENDITURES FOR THE MONTH OF JUNE

IT IS MOVED BY the Mayor Roger Larose and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED to accept the incurring expenses, for a total amount of \$55, 605.99, taxes included.

ITEM 5.2

ÉBAUCHE / DRAFT

TRANSFERTS BUDGÉTAIRES

IL EST PROPOSÉ PAR le maire, Roger Larose et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU QUE la Municipalité effectue les transferts budgétaires au montant total de 80 099,00\$.

BUDGETARY TRANSFERS

IT IS MOVED BY the Mayor Roger Larose and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED THAT the Municipality carries out the budgetary transfers in the amount of \$80, 099.00

ITEM 5.3

ÉBAUCHE / DRAFT

MANDAT À LA FIRME D'AVOCATS RPGL

CONSIDÉRANT QUE la firme d'avocats RPGL a déposé une offre de services en date du 26 novembre 2020, pour agir comme conseillers juridiques de la Municipalité de Pontiac;

CONSIDÉRANT QUE ce conseil, par sa résolution 20-12-4216, accordait un mandat de deux (2) ans à la firme d'avocats RPGL pour représenter la Municipalité de Pontiac à titre de conseillers juridiques;

CONSIDÉRANT QUE ledit mandat prévoit la possibilité de renouveler la banque d'heures en cours de mandat et que des heures de services juridiques additionnelles sont requises;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Garry Dagenais et appuyé par la conseillère Caryl McCann.

ET RÉSOLU QUE le conseil accorde, par la présente, de procéder à l'achat de cent (100) heures à la firme d'avocats RPGL pour représenter la Municipalité de Pontiac à titre de conseillers juridiques dans tous les domaines, selon les tarifs prévus dans leur offre de services pour l'année 2022.

QUE le conseil autorise, par la présente, le maire, Roger Larose et le directeur général par intérim, Mario Allen, ou leurs remplaçants, à signer, pour et au nom de la Municipalité de Pontiac, tous les documents donnant effet à la présente résolution.

QUE cette dépense soit attribuée au poste budgétaire #02 13000 412.

ITEM 5.3

ÉBAUCHE / DRAFT

MANDATE TO RPGL LAW FIRM

WHEREAS RPGL law firm has submitted a service offer dated November 26, 2020, to act as legal advisors for the Municipality of Pontiac;

WHEREAS this Council, by its resolution 20-12-4216, granted a two (2) year mandate to RPGL law firm to represent the Municipality of Pontiac as legal counsel;

WHEREAS the said mandate provides for the possibility of renewing the bank of hours during the course of the mandate and that additional hours of legal services are required;

THEREFORE, it is moved by Councillor Garry Dagenais and seconded by Councillor Caryl McCann.

AND RESOLVED THAT Council hereby grants permission to proceed with the purchase of one hundred (100) hours from RPGL law firm to represent the Municipality of Pontiac as legal counsel in all domains, according to the rates provided in their services for the year 2022.

THAT the Council hereby authorizes the Mayor, Roger Larose and the Acting Director General, Mario Allen, or their replacements, to sign, for and in the name of the Municipality of Pontiac, all documents giving effect to the present resolution.

THAT this expense be affected to budget item 02 13000 412.

ITEM 5.4

ÉBAUCHE / DRAFT

SERVICES PROFESSIONNELS D'UN CONSULTANT EN ASSURANCES COLLECTIVES POUR LES MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES, DANS LE CADRE D'UN ACHAT REGROUPE DE L'UMQ

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Pontiac a reçu une proposition de l'Union des Municipalités du Québec (UMQ) de former, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un regroupement pour retenir les services professionnels d'un consultant en assurances collectives pour les municipalités et organismes, dans le cadre d'un achat regroupé de l'UMQ;

CONSIDÉRANT QUE les articles 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes et 14.7.1 du Code municipal permettent à une municipalité de conclure avec l'UMQ une telle entente ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Pontiac désire se joindre à ce regroupement ;

CONSIDÉRANT QUE, conformément à la loi, l'UMQ procédera à un appel d'offres public pour octroyer le contrat ;

CONSIDÉRANT QUE ledit processus contractuel est assujetti au « *Règlement numéro 26 sur la gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement* » adopté par le conseil d'administration de l'UMQ ;

CONSIDÉRANT QUE l'UMQ a lancé cet appel d'offres en mars 2022;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par le conseiller Serge Laforest.

ITEM 5.4 (suite)

ÉBAUCHE / DRAFT

ET RÉSOLU QUE la Municipalité de Pontiac confirme son adhésion au regroupement de l'UMQ pour retenir les services professionnels d'un consultant en assurances collectives pour les municipalités et organismes, dans le cadre d'un achat regroupé et confie à l'UMQ le processus menant à l'adjudication du contrat.

QUE le contrat octroyé sera d'une durée d'une année, renouvelable d'année en année sur une période maximale de cinq ans.

QUE la Municipalité de Pontiac s'engage à fournir à l'UMQ, dans les délais fixés, les informations nécessaires à l'appel d'offres.

QUE la Municipalité de Pontiac s'engage à respecter les termes et conditions dudit contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjugé.

QUE la Municipalité de Pontiac s'engage à payer à l'UMQ des frais de gestion de 1.15 % des primes totales versées par la Municipalité.

ITEM 5.4

ÉBAUCHE / DRAFT

PROFESSIONAL SERVICES OF A GROUP INSURANCE CONSULTANT FOR MUNICIPALITIES AND ORGANIZATIONS, AS PART OF A GROUP PURCHASE BY THE UMQ

WHEREAS the Municipality of Pontiac has received a proposal from the *Union des municipalités du Québec* (UMQ) to form, on its behalf and on behalf of several other interested municipalities, a group to retain the professional services of a group insurance consultant for municipalities and organizations, as part of a group purchase by the UMQ;

WHEREAS sections 29.9.1 of the Cities and Towns Act and 14.7.1 of the Municipal Code allow a municipality to enter into such an agreement with the UMQ;

WHEREAS the Municipality of Pontiac wishes to join this group;

WHEREAS, in accordance with the law, the UMQ will proceed with a public call for tenders to award the contract;

WHEREAS the said contracting process is subject to "*Bylaw number 26 on the contractual management of the UMQ for its grouping agreements*" adopted by the UMQ Administrative Council;

WHEREAS the UMQ issued this call for tenders in March 2022;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Serge Laforest.

ITEM 5.4 (suite)

ÉBAUCHE / DRAFT

AND RESOLVED THAT the Municipality of Pontiac confirms its adherence to the UMQ group to retain the professional services of a group insurance consultant for municipalities and organizations, as part of a group purchase and entrusts the UMQ with the process leading to the awarding of the contract;

THAT the awarded contract will be for a period of one year, renewable from year to year over a maximum period of five years.

THAT the Municipality of Pontiac undertakes to provide the UMQ, within the set time frame, with the information required for the call for tenders.

THAT the Municipality of Pontiac agrees to respect the terms and conditions of the said contract as if it had contracted directly with the supplier to whom the contract will be awarded.

THAT the Municipality of Pontiac agrees to pay the UMQ a management fee of 1.15% of the total premiums paid by the Municipality.

ITEM 5.5

ÉBAUCHE / DRAFT

NOMINATION D'UNE PERSONNE RESPONSABLE AUX DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

CONSIDÉRANT QUE la Loi sur l'accès à l'information confère à la personne ayant la plus haute autorité au sein d'un organisme public la responsabilité de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, soit le directeur général de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE cette responsabilité, par la résolution #22-03-4578, est attribuée à la position de coordonnateur.trice des loisirs, de la vie communautaire et des communications;

CONSIDÉRANT QUE cette position est vacante pour une durée indéterminée;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général peut désigner comme responsable un membre de son personnel de direction et lui déléguer tout ou partie de ses fonctions;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par la conseillère Chantal Allen.

ET RÉSOLU QUE le directeur général nomme le directeur des finances et des ressources humaines à titre de personne responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, et ce, jusqu'à ce que le poste de coordonnateur.trice des loisirs, de la vie communautaire et des communications soit comblé.

ITEM 5.5

ÉBAUCHE / DRAFT

APPOINTMENT OF A PERSON IN CHARGE OF ACCESS TO INFORMATION REQUESTS

WHEREAS the Access to Information Act assigns responsibility for access to documents or protection of personal information to the person with the highest authority in a public body, namely the Director General of the Municipality;

WHEREAS this responsibility, by resolution #22-03-4578, is assigned to the position of Coordinator of Recreation, Community Life and Communications;

WHEREAS this position is vacant for an indefinite period of time;

WHEREAS the Director General may designate a member of his management staff as the person in charge and delegate all or part of his duties to him;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Chantal Allen.

THAT the Director General Manager appoint the Director of Finance and Human Resources as the person responsible for access to documents or the protection of personal information until the position of Coordinator of Recreation, Community Life and Communications is filled.

ITEM 5.6

ÉBAUCHE / DRAFT

COMITÉ D'ENVIRONNEMENT

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a formé un comité d'environnement composé d'élus et de citoyens;

CONSIDÉRANT QU' à la suite des publications sur le site de la Municipalité, deux autres citoyens ont démontré leur intérêt pour siéger au comité;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Diane Lacasse et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU QUE la Municipalité accepte les candidatures de Mme Diane Duval et de M. Bernard Gélinas pour siéger également sur le comité d'environnement.

ENVIRONMENT COMMITTEE

WHEREAS the Municipality has formed an Environment Committee composed of elected officials and citizens;

WHEREAS following publications on the Municipality's website, two other citizens have shown interest in sitting on the committee;

THEREFORE, it is moved by Councillor Diane Lacasse and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED THAT the Municipality accepts the candidacies of Ms. Diane Duval and Mr. Bernard Gélinas to also sit on the Environment Committee.

ITEM 6

ÉBAUCHE / DRAFT

Sécurité publique
Public Safety

ITEM 6.1

ÉBAUCHE / DRAFT

CRÉATION D'UN COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal veut former un comité de sécurité publique;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par la conseillère Caryl McCann.

ET RÉSOLU de nommer les conseillers Serge Laforest et Garry Dagenais pour siéger au comité de sécurité publique.

CREATION OF A PUBLIC SAFETY COMMITTEE

WHEREAS the Municipal Council wishes to create a Public Safety Committee;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Caryl McCann.

AND RESOLVED to appoint Councillors Serge Laforest and Garry Dagenais to sit on the Public Safety Committee.

ITEM 7

ÉBAUCHE / DRAFT

Travaux publics
Public Works

ITEM 7.1

ÉBAUCHE / DRAFT

EMPLOYÉ #05-0017 - REMBOURSEMENT DE LA FORMATION

CONSIDÉRANT QUE l'employé #05-0017 est présentement en formation en vue obtenir ses qualifications de camionneur;

CONSIDÉRANT QUE cette même formation permettra à l'employé #05-0017 d'accéder à d'autres formations plus poussées;

CONSIDÉRANT QU'un employé détenant ces qualifications représente un atout pour la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE les coûts de cette formation s'élèvent à environ 5 000,00\$;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Chantal Allen et appuyé par le conseiller Garry Dagenais.

ET RÉSOLU de rembourser à l'employé #05-0017 les coûts de la formation, sur présentation du certificat de réussite.

QUE lors du remboursement, l'employé #05-0017 s'engage par écrit à demeurer à l'emploi de la Municipalité de Pontiac pour une période minimale de 2 ans.

QUE si la condition mentionnée au paragraphe précédent n'est pas respectée, l'employé #05-0017 devra rembourser à la Municipalité la totalité des sommes qui lui auront été versées pour cette formation.

QUE cette dépense soit attribuée au poste budgétaire #02 32000 454.

ITEM 7.1

ÉBAUCHE / DRAFT

EMPLOYEE #05-0017 - REIMBURSEMENT OF TRAINING

WHEREAS employee #05-0017 is currently undergoing training to obtain his qualifications as a truck driver;

WHEREAS this training will allow employee #05-0017 to access other advanced training;

WHEREAS having an employee with these qualifications represents an asset for the Municipality;

WHEREAS the cost of this training amounts to approximately \$5,000.00;

THEREFORE, it is moved by Councillor Chantal Allen and seconded by Councillor Garry Dagenais.

AND RESOLVED to reimburse employee #05-0017 for the cost of the training upon presentation of the certificate of completion.

THAT upon reimbursement, employee #05-0017 agrees in writing to remain an employee of the Municipality of Pontiac for a minimum period of 2 years.

THAT if the condition mentioned in the preceding paragraph is not respected, employee #05-0017 will have to reimburse the Municipality for the totality of the sums paid to him for this training.

THAT this expense be attributed to budget item #02 32000 454.

ITEM 7.2

ÉBAUCHE / DRAFT

PROLONGATION DU CONTRAT 19-TP-003A - CUEILLETTE DES ORDURES ET MATIÈRES RÉSIDUELLES

CONSIDÉRANT la résolution #19-08-3832 qui indiquait que le conseil avait opté pour un contrat de trois (3) ans avec une option de renouvellement; avec la compagnie 2963-2072 Québec Inc. (Services Sanitaires Lanthier);

CONSIDÉRANT QUE l'entrepreneur a démontré son intérêt pour le renouvellement du contrat pour une année supplémentaire, à compter du 12 août 2022;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par le conseiller Serge Laforest.

ET RÉSOLU QUE le conseil prolonge le contrat d'une année supplémentaire avec la compagnie 2963-2072 Québec Inc. (Services Sanitaires Lanthier R.L.), tel que stipulé au contrat.

QUE cette dépense soit attribuée aux postes budgétaires #02 45112 446 et #02 45212 446.

EXTENSION OF CONTRACT 19-TP-003A - GARBAGE AND RESIDUAL MATERIAL COLLECTION

WHEREAS resolution #19-08-3832 in which Council had opted on a three (3) year contract with an option to renew with the company 2963-2072 Québec Inc. (Services Sanitaires Lanthier);

WHEREAS the contractor has shown interest in renewing the contract for an additional year, starting August 12, 2022;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Serge Laforest.

AND RESOLVED THAT Council extends the contract with the company 2963-2072 Quebec Inc. (Services Sanitaires Lanthier R.L.) for an additional year as stipulated in the contract.

THAT this expense be attributed to budget items #02 45112 446 and #02 45212 446.

ITEM 7.3

ÉBAUCHE / DRAFT

PAVAGE DE SECTIONS - CHEMIN DE LA BAIE

CONSIDÉRANT QUE suite à la construction de maisons, deux sections du chemin de la Baie ont été endommagées;

CONSIDÉRANT QUE le service des travaux publics a réparé l'infrastructure du chemin;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Pontiac a reçu deux soumissions pour refaire l'asphalte des deux sections :

Entrepreneur	Prix (taxes non incluses)
Jason Hynes Construction	7 225,00\$
Pavage Robillard	20 790,00\$

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Garry Dagenais et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU QUE le conseil accorde le contrat pour le pavage des deux sections du chemin de la Baie à Jason Hynes Construction pour la somme de 7 225,00\$ plus taxes.

QUE cette dépense soit attribuée au poste budgétaire #02 32000 625.

PAVING OF ROAD SECTIONS - BAIE ROAD

WHEREAS following the construction of houses, two sections of Baie Road were damaged;

WHEREAS the Public Works Department has repaired the road infrastructure;

WHEREAS the Municipality of Pontiac has received two bids to resurface the asphalt on both sections;

Contractor	Prix (taxes non included)
Jason Hynes Construction	\$7,225.00
Pavage Robillard	\$20,790.00

THEREFORE, it is moved by Councillor Garry Dagenais and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED THAT Council awards the contract for the paving of two sections on Baie Road to Jason Hynes Construction in the amount of \$7,225.00 plus taxes.

THAT this expense be attributed to budget item #02 32000 625.

ITEM 7.4

ÉBAUCHE / DRAFT

DÉMISSION DE L'EMPLOYÉ #02-0078

CONSIDÉRANT QUE l'employé #02-0078 a soumis sa démission par lettre au directeur général par intérim, en date du 6 juin 2022;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Garry Dagenais et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU QUE le conseil accepte la démission de l'employé #02-0078 en date du 6 juin 2022.

QUE la Municipalité désire remercier l'employé #02-0078 pour ses années de loyaux services.

RESIGNATION OF EMPLOYEE #02-0078

WHEREAS employee #02-0078 has submitted his resignation to the Acting Director General, effective June 6, 2022;

THEREFORE, it is moved by Councillor Garry Dagenais and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED THAT Council accepts the resignation of employee #02-0078 as of June 6, 2022.

THAT the Municipality wishes to thank employee #02-0078 for his years of dedicated services.

ITEM 7.5

ÉBAUCHE / DRAFT

EMBAUCHE - COLS BLEUS JOURNALIERS

CONSIDÉRANT le besoin de main-d'œuvre au sein du service des travaux publics;

CONSIDÉRANT QUE des entrevues ont été conduites par le comité d'administration;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Chantal Allen et appuyé par le conseiller Serge Laforest.

ET RÉSOLU d'embaucher les personnes suivantes à titre de journaliers échelon 1, selon les termes de l'entente collective et aux dates indiquées ci-dessous :

- M. Shawn Belland, débutera le 15 juin 2022;
- M. Steve Léveillée, débutera le 22 juin 2022;
- M. Marc Beaumont, débutera le 4 juillet 2022.

HIRING - BLUE-COLLAR DAY LABOURERS

WHEREAS the need for manpower in the Public Works Department;

WHEREAS interviews were conducted by the Administration Committee;

WHEREAS the recommendations of the Committee;

THEREFORE, it is moved by Councillor Chantal Allen and seconded by Councillor Sere Laforest.

AND RESOLVED to hire the following persons as day labourers, level 1, according with the terms of the collective agreement and at the dates listed below:

- Mr. Shawn Belland, starting on June 15,2022;
- Mr. Steve Léveillée, starting on June 22, 2022;
- M. Marc Beaumont, starting on July 4, 2022.

ITEM 7.6

ÉBAUCHE / DRAFT

BALAYAGE DES RUES PAVÉES - CORRECTION

CONSIDÉRANT la résolution #22-04-4616 dans laquelle la Municipalité octroyait un mandat pour le balayage des rues pavées à Les Fermes Renaud, pour un montant de 41 460, 19\$ *plus taxes*;

CONSIDÉRANT QU'IL s'agit d'une erreur puisque le montant total inclut les taxes;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par le conseiller Garry Dagenais.

ET RÉSOLU de formuler une nouvelle résolution qui octroie ce même mandat au même fournisseur afin de lire:

QUE la Municipalité octroie le mandat de balayage de rues pavées pour la saison 2022 à Les Fermes Renaud pour la somme de 41 460,19\$, *taxes incluses*.

QUE cette résolution abroge la résolution #22-04-4616.

SWEEEPING OF PAVED ROADS - CORRECTION

WHEREAS resolution #22-04-4616 in which the Municipality granted a mandate for the sweeping of paved streets to *Les Fermes Renaud*, for an amount of \$41,460.19 *plus taxes*;

WHEREAS this is a mistake since the total amount includes taxes;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Garry Dagenais.

AND RESOLVED to formulate a new resolution granting this same mandate to the same supplier to read:

THAT the Municipality grants the mandate for the sweeping of paved roads for the 2022 season to *Les Fermes Renaud* in the amount of \$41,460.19, *taxes included*.

THAT this resolution repeals resolution #22-04-4616.

ITEM 7.7

ÉBAUCHE / DRAFT

BON DE TRAVAIL - CONTRAT GNP INC.

CONSIDÉRANT QUE des ajouts ont été apportés au devis du contrat pour le chemin de la Montagne phase 2, lot 2;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Serge Laforest et appuyé par la conseillère Chantal Allen.

ET RÉSOLU QUE la Municipalité accepte de payer le bon de travail des Entreprises GNP Inc., d'une somme de 9 299,71\$, taxes incluses.

QUE cette somme soit affectée au règlement d'emprunt #03-19.

WORK ORDER - GNP INC. CONTRACT

WHEREAS additions have been made to the contract specifications for the Mountain Road Phase 2, Lot 2;

THEREFORE, it is moved by Councillor Serge Laforest and seconded by Councillor Chantal Allen.

AND RESOLVED THAT the Municipality accept to pay the work order of Entreprises GNP Inc. in the amount of \$9,299.71, taxes included.

THAT this amount be affected to borrowing bylaw #03-19.

ITEM 7.8

ÉBAUCHE / DRAFT

EMBAUCHE D'ÉTUDIANTS - PROGRAMME EMPLOI D'ÉTÉ CANADA 2022

CONSIDÉRANT QU'une aide financière devrait être accordée à la Municipalité pour l'embauche de 2 étudiants, par le programme Emploi été Canada;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Chantal Allen et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU QUE le conseil autorise le directeur général à signer les documents en lien avec l'aide financière et à procéder à l'embauche de Loïc Gendron et d'Adrien Bako, à compter du 15 juin 2022, pour une période de 10 semaines, à raison de 35 heures semaine au taux horaire de 16,00\$.

HIRING OF STUDENTS - 2022 CANADA SUMMER JOB PROGRAM

WHEREAS the Municipality should be granted financial assistance for the hiring of 2 students, through the Canada Summer Jobs program;

THEREFORE, it is moved by Councillor Chantal Allen and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED THAT Council authorizes the Director General to sign all documents related to the financial assistance and to proceed with the hiring of Loïc Gendron and Adrien Bako, starting June 15, 2022, for a period of 10 weeks, for 35 hours per week at an hourly rate of \$16.00.

ITEM 8

ÉBAUCHE / DRAFT

Urbanisme et zonage
Urban Planning

ITEM 8.1

ÉBAUCHE / DRAFT

CPTAQ - 1900 CHEMIN DE LA MONTAGNE

CONSIDÉRANT QUE la demande déposée s'insère dans le cadre d'une démarche citoyenne auprès de la CPTAQ afin d'obtenir l'autorisation d'utiliser à des fins autres qu'agricoles le lot #2 683 820 pour une résidence qui a déjà été construite en 1950, selon l'article 40 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec (L.R.Q, c. P -41.1) ;

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à autoriser l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, soit à un usage résidentiel, sur le terrain en zone agricole ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 58.2 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, le présent avis que transmet la Municipalité à la CPATQ est motivé en tenant compte des critères établis à l'article 62 de la LPTAA;

CONSIDÉRANT QUE, selon le classement des sols de l'Inventaire des terres du Canada, le sol où sera construite la maison est de classe 2 X. C'est-à-dire un sol de la classe 2 qui présente des limitations modérées qui réduisent la gamme des cultures possibles ou exigent l'application de mesures ordinaires de conservation ;

CONSIDÉRANT QUE l'autorisation qui peut être accordée ne peut entraîner aucune conséquence sur le potentiel d'utiliser les lots voisins à des fins agricoles, puisqu'une maison y est déjà construite depuis 1950 ;

CONSIDÉRANT QUE la demande d'autorisation n'est pas incompatible avec l'agriculture dans le secteur où elle se trouve et ne crée pas de contraintes relativement à l'application des lois et règlements visant à atténuer les inconvénients reliés aux odeurs inhérentes aux activités agricoles, car le secteur est peu exploité en élevages ;

ITEM 8.1 (Suite)

ÉBAUCHE / DRAFT

CONSIDÉRANT QUE la demande d'autorisation n'est pas incompatible avec l'agriculture du secteur où elle se trouve et ne crée pas de contraintes relativement à l'application des lois et règlements en matière d'environnement et plus particulièrement pour les établissements de production animale. Les bâtiments agricoles actifs les plus proches des parties visées semblent être à environ 120 mètres de distance ;

CONSIDÉRANT QU' il s'agit d'une demande pour une résidence déjà construite ;

CONSIDÉRANT QU' il existe sur le territoire de la municipalité de Pontiac une quantité restreinte de terrains vacants pouvant accueillir l'usage résidence se situant en dehors de la zone agricole permanente et du parc de la Gatineau ;

CONSIDÉRANT QUE l'usage est autorisé en vertu de la réglementation de zonage de la Municipalité de Pontiac ;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par la conseillère Chantal Allen.

ET RÉSOLU QUE le conseil appui la demande du citoyen dans sa démarche auprès de la CPTAQ afin d'autoriser reconstruction d'une résidence liée à une exploitation agricole, sur le lot #2 683 820.

ITEM 8.1

ÉBAUCHE / DRAFT

CPTAQ - 1900 MONTAGNE ROAD

WHEREAS this application is part of a citizen's approach to the CPTAQ to obtain authorization to use lot #2 683 820 for purposes other than agriculture for a residence already built in 1950 in accordance with section 40 of the Act respecting the protection of agricultural land and agricultural activities in Quebec (R.S.Q., c. P-41.1);

WHEREAS this application consists in authorizing the use of the land in the agricultural zone for purposes other than agriculture, namely residential use;

WHEREAS, in accordance with section 58.2 of the Act respecting the protection of agricultural land and agricultural activities, the present notice sent by the Municipality to the CPATQ is motivated by considering the criteria established in section 62 of the LPTAA;

WHEREAS, according to the soil classification of the Canada Land Inventory, the soil where the house will be built is class 2 X. That is a Class 2 soil that has moderate limitations that reduce the range of crops that can be grown or require the application of ordinary conservation measures;

WHEREAS this authorization will have no impact on the agricultural use of neighbouring lots since a house has been built there since 1950;

WHEREAS this application for authorization is not incompatible with agriculture in the area and does not create any constraints regarding the application of laws and regulations aimed at mitigating the inconveniences related to odours inherent to agricultural activities, since the area has little livestock activity;

ITEM 8.1 (Suite)

ÉBAUCHE / DRAFT

WHEREAS the application for authorization is not incompatible with agriculture in the area where it is located and does not create any constraints regarding the application of environmental laws and regulations, particularly for animal production establishments. The closest active farm buildings to the affected areas appear to be approximately 120 metres away;

WHEREAS this is an application for a residence that is already built;

WHEREAS there is a limited amount of vacant land in the Municipality of Pontiac that could be used for residential purposes, outside the permanent agricultural zone and Gatineau Park;

WHEREAS the use is authorized under the zoning bylaw of the Municipality of Pontiac;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Chantal Allen.

AND RESOLVED THAT Council supports the citizen's application to the CPTAQ to authorize the reconstruction of a residence related to a farm on lot #2 683 820.

ITEM 8.2

ÉBAUCHE / DRAFT

CPTAQ - 1976 CHEMIN DU LAC-DES-LOUPS

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à autoriser l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, soit l'agrandissement d'une sablière sur un terrain situé en zone agricole ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 58.2 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, le présent avis que transmet la Municipalité à la CPATQ est motivé en tenant compte des critères établis à l'article 62 de la LPTAA;

CONSIDÉRANT QUE, selon le classement des sols de l'Inventaire des terres du Canada, le sol est de classe 4 MF. C'est-à-dire un sol présentant des limitations très sérieuses qui restreignent la gamme des cultures ou imposent des mesures spéciales de conservation ou encore, présentent ces deux désavantages;

CONSIDÉRANT QUE l'autorisation qui peut être accordée ne peut entraîner aucune conséquence sur le potentiel d'utiliser les lots voisins à des fins agricoles;

CONSIDÉRANT QUE la demande d'autorisation n'est pas incompatible avec l'agriculture dans le secteur où elle se trouve et ne crée pas de contrainte relativement à l'application des lois et règlements visant à atténuer les inconvénients reliés aux odeurs inhérentes aux activités agricoles, car le secteur est peu exploité en élevages ;

CONSIDÉRANT QUE la demande d'autorisation n'est pas incompatible avec l'agriculture du secteur où elle se trouve et ne crée pas de contrainte relativement à l'application des lois et règlements en matière d'environnement et plus particulièrement pour les établissements de production animale. Les bâtiments agricoles actifs les plus proches des parties visées semblent être à environ 120 mètres de distance ;

ITEM 8.2 (Suite)

ÉBAUCHE / DRAFT

CONSIDÉRANT QUE l'usage est autorisé en vertu de la réglementation de zonage de la Municipalité de Pontiac ;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par le conseiller Serge Laforest.

ET RÉSOLU QUE le conseil appui la demande du citoyen dans sa démarche auprès de la CPTAQ afin d'autoriser l'agrandissement de la sablière.

ITEM 8.2

ÉBAUCHE / DRAFT

CPTAQ - 1976 LAC-DES-LOUPS ROAD

WHEREAS this application consists in authorizing usage for purposes other than agriculture, that is the extension of a sand pit on a land located in an agricultural zone;

WHEREAS in accordance with section 58.2 of the Act respecting the protection of agricultural land and agricultural activities, the present notice sent by the Municipality to the CPATQ is motivated considering the criteria established in section 62 of the LPTAA;

WHEREAS, according to the Canada Land Inventory soil classification, the soil is of class 4 MF. That is a soil with very serious limitations that restrict the range of crops or impose special conservation measures or both;

WHEREAS the authorization that may be granted will have no impact on the potential to use the neighbouring lots for agricultural purposes;

WHEREAS this application for authorization is not incompatible with agriculture in the area and does not create any constraint with regard to the application of laws and regulations aimed at mitigating the inconveniences related to odours inherent to agricultural activities, since the area has few livestock operations;

WHEREAS the application for authorization is not incompatible with the agriculture in the sector where it is located and does not create any constraint with regard to the application of laws and regulations concerning the environment and more specifically for animal production establishments. The closest active farm buildings to the subject parties appear to be approximately 120 metres away;

ITEM 8.2 (Suite)

ÉBAUCHE / DRAFT

WHEREAS the use is authorized under the zoning bylaw of the Municipality of Pontiac;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Serge Laforest.

AND RESOLVED THAT Council supports the citizen's application to the CPTAQ to authorize the expansion of the sand pit.

ITEM 8.3

ÉBAUCHE / DRAFT

DÉROGATION MINEURE - 24 CHEMIN ASARET

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure fut déposée pour le lot désigné sous le #3 966 406 afin de régulariser l'implantation du bâtiment secondaire à 1,86 m de la ligne latérale droite du lot au lieu des deux (2) m prescrits dans la zone 2;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure inclut aussi la régularisation de l'implantation de la galerie fermée à 4,84 m de la ligne gauche du lot au lieu des cinq (5) m prescrits pour ladite zone;

CONSIDÉRANT QUE le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a analysé la présente demande de dérogation le 31 mai 2022 et recommande au conseil d'accepter la demande de dérogation mineure pour permettre l'implantation du bâtiment secondaire à 1,86 m de la ligne latérale droite et de refuser la demande pour la galerie fermée;

CONSIDÉRANT QUE l'administration municipale a reçu des informations supplémentaires depuis la rencontre du CCU;

CONSIDÉRANT QUE la construction de la galerie fermée fut réalisée sans permis de construction, mais au même moment que la construction du bâtiment principal et que les propriétaires ont agi de bonne foi;

CONSIDÉRANT QUE l'empiètement de 0,16m de la galerie ne porte pas préjudice aux voisins;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par le conseiller Serge Laforest.

ET RÉSOLU QUE le conseil accepte la demande de dérogation mineure pour l'implantation du bâtiment à 1,86 m de la ligne latérale droite et la demande de régularisation de la galerie fermée à 4,84 m de la ligne gauche du lot.

ITEM 8.3

ÉBAUCHE / DRAFT

MINOR VARIANCE - 24 ASARET ROAD

WHEREAS an application for a minor variance was submitted for lot #3 966 406 to regularize the location of the secondary building at 1.86 m from the right-side lot line instead of the required two (2) m in zone 2;

WHEREAS this application for a minor variance also includes the regularization of the location of the enclosed porch at 4.84 m from the left-side lot line instead of the required five (5) m prescribed in said zone;

WHEREAS the Urban Planning Advisory Committee (PAC) has analyzed this application for a minor variance on May 31, 2022, and recommends that Council approve the application for a minor variance to allow the secondary building to be located at 1.86 m from the right-side lot line and reject the application for the enclosed porch;

WHEREAS the municipal administration has received additional information since the PAC meeting;

WHEREAS the construction of the enclosed porch was carried out without a building permit, but at the same time as the construction of the main building and that the owners acted in good faith;

WHEREAS the 0.16-metre encroachment of the porch does not cause any prejudice to the neighbours;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Serge Laforest.

AND RESOLVED THAT Council accepts the application for a minor variance to locate the building at 1.86 m from the right-side lot line and the application to regularize the enclosed porch at 4.84 m from the left-side lot line.

ITEM 8.4

ÉBAUCHE / DRAFT

DÉROGATION MINEURE - 16 CÔTE MCKAY

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure fut déposée pour le lot désigné sous #2 755 810 afin d'autoriser la construction d'un bâtiment secondaire;

CONSIDÉRANT QUE le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a analysé la présente demande le 31 mai 2022 et recommande au conseil d'accepter la dérogation mineure afin d'autoriser la construction d'un bâtiment secondaire détaché tout en laissant la servitude de passage libre;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Dr Jean Amyotte et appuyé par la conseillère Caryl McCann.

ET RÉSOLU QUE le conseil accepte la dérogation mineure afin d'autoriser la construction d'un bâtiment secondaire.

MINOR VARIANCE - 16 CÔTE MCKAY

WHEREAS an application for a minor variance was submitted for the lot designated as #2 755 810 to allow the construction of a secondary building;

WHEREAS the Planning Advisory Committee has analyzed this application on May 31, 2022, and recommends that Council accept the minor variance to authorize the construction of a detached secondary building while leaving the right-of-way free;

THEREFORE, it is moved by Councillor Dr. Jean Amyotte and seconded by Councillor Caryl McCann.

AND RESOLVED THAT Council accepts the minor variance to allow the construction of a secondary building.

ITEM 8.5

ÉBAUCHE / DRAFT

EMBAUCHE D'UN COMMIS DE BUREAU

CONSIDÉRANT le besoin de personnel au sein de la Municipalité afin d'offrir un bon service aux citoyens;

CONSIDÉRANT l'affichage pour l'embauche d'un commis de bureau et les entrevues menées par le comité d'administration et des ressources humaines;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Chantal Allen et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU d'embaucher Mme Chantal Cayer en tant que commis de bureau, en date du 16 juin 2022, à l'échelon 2 et selon les termes de la convention collective.

HIRING OF AN OFFICE CLERK

WHEREAS the need for staff within in the Municipality in order to offer a good service to citizens;

WHEREAS the posting for the hiring of an office clerk and the interviews conducted by the Administration and Human Resources Committee;

WHEREAS the recommendation of the committee;

THEREFORE, it is moved by Councillor Chantal Allen and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED to hire Ms. Chantal Cayer as an Office Clerk, as of June 16, 2022, at level 2 and as per the terms of the collective agreement.

ITEM 8.6

ÉBAUCHE / DRAFT

EMBAUCHE D'UN TECHNICIEN EN BÂTIMENT

CONSIDÉRANT le besoin de personnel au service de l'urbanisme afin d'offrir un bon service aux citoyens;

CONSIDÉRANT l'affichage pour l'embauche d'un technicien en bâtiment et les entrevues menées par le comité d'administration et des ressources humaines ;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Chantal Allen et appuyé par le conseiller Serge Laforest.

ET RÉSOLU d'embaucher M. Walid Benarbia en tant que technicien en bâtiment, en date du 20 juin 2022, à l'échelon 2 et selon les termes de la convention collective.

HIRING OF A BUILDING TECHNICIAN

WHEREAS the need for staff in the Urban Planning Department in order to offer a good service to citizens;

WHEREAS the posting for the hiring of a building technician and the interviews conducted by the Administration and Human Resources Committee;

WHEREAS the recommendation of the committee;

THEREFORE, it is moved by Councillor Chantal Allen and seconded by Councillor Serge Laforest.

AND RESOLVED to hire Mr. Walid Benarbia as a building technician, as of June 20, 2022, at level 2 and as per the terms of the collective agreement.

ITEM 8.7

ÉBAUCHE / DRAFT

MANDAT AU COMITÉ D'ENVIRONNEMENT

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a formé un comité d'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité doit se prévaloir des sommes budgétaires nécessaires en fonction d'un nouveau programme de compostage;

CONSIDÉRANT QUE le dossier est complexe et que plusieurs options doivent être considérées et évaluées;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par la conseillère Diane Lacasse et appuyé par le conseiller Dr Jean Amyotte.

ET RÉSOLU QUE la Municipalité mandate le comité d'environnement à fournir un rapport aux membres du conseil à cet effet, avant le 1^{er} octobre 2022.

MANDATE FOR THE ENVIRONMENT COMMITTEE

WHEREAS the Municipality has formed an Environment Committee;

WHEREAS the Municipality must have the necessary budgetary funds for a new composting program;

WHEREAS the file is complex and that several options must be considered and assessed;

THEREFORE, it is moved by Councillor Diane Lacasse and seconded by Councillor Dr. Jean Amyotte.

AND RESOLVED THAT the Municipality mandates the Environment Committee to provide a report to the Council members to that effect, before October 1, 2022.

ITEM 9

ÉBAUCHE / DRAFT

Loisirs et culture
Recreation and culture

ITEM 9.1

ÉBAUCHE / DRAFT

EMBAUCHE D'UNE COORDONNATRICE DES LOISIRS, DE LA VIE COMMUNAUTAIRE ET DES COMMUNICATIONS

CONSIDÉRANT les entrevues menées suite à l'affichage pour l'embauche d'un.e coordonnateur.trice des loisirs, de la vie communautaire et des communications, cadre A;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité d'administration et du directeur des ressources humaines;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par -- et appuyé par --.

ET RÉSOLU d'embaucher (à venir) pour la position de coordonnatrice des loisirs, de la vie communautaire et des communications, cadre A, en date du (à venir).

HIRING OF A RECREATION, COMMUNITY LIFE AND COMMUNICATIONS COORDINATOR

WHEREAS the interviews conducted following the posting for the hiring of a Recreation, Community Life and Communications Coordinator, executive A;

WHEREAS the recommendations of the Administration Committee and the Director of Human Resources;

THEREFORE, it is moved by Councillor -- and seconded by Councillor --.

AND RESOLVED to hire (to be determined) for the position of Recreation, Community Life and Communications Coordinator, executive A, effective as of (to be determined).

ITEM 10

ÉBAUCHE / DRAFT

Dépôt de documents
Tabling of documents

ITEM 10.1

ÉBAUCHE / DRAFT

DÉPÔT DU RAPPORT RELATIF À LA DÉLÉGATION D'AUTORISATION
DES DÉPENSES DU 21 AVRIL AU 19 MAI 2022.

TABLING OF THE REPORT REGARDING THE DELEGATION OF
AUTHORIZATION OF EXPENSES FROM APRIL 21 TO MAY 19, 2022.

ITEM 11

ÉBAUCHE / DRAFT

Période de questions du public
Public question period



ÉBAUCHE / DRAFT

ITEM 12

LEVÉE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR -- et appuyé par --.

ET RÉSOLU de lever la séance à -- ayant épuisé l'ordre du jour.

CLOSING OF MEETING

IT IS MOVED BY Councillor -- and seconded by Councillor --.

AND RESOLVED to close the meeting at -- p.m. having gone through the agenda.